

Mobilisation maintenue dans les universités

Mercredi 4 mars, 12h51

 **REUTERS** Gérard Bon

Les syndicats maintiennent leur appel à une nouvelle journée de mobilisation dans les universités jeudi en dépit de leur victoire partielle sur le décret réformant le statut des enseignants-chercheurs.

Défendant une plate-forme de revendications beaucoup plus large, de la formation des enseignants à la restitution des 900 emplois supprimés dans l'enseignement supérieur en 2009, ils prévoient des manifestations un peu partout en France.

A Paris, un cortège défilera en début d'après-midi de la place Denfert-Rochereau jusqu'à l'Assemblée nationale.

Cette journée sera un test de la mobilisation, qui avait donné des signes d'essoufflement la semaine dernière avec deux fois moins de manifestants que lors des précédentes journées d'actions.

Le conflit dure depuis cinq semaines mais la plupart des organisations syndicales ou coordinations doutent que l'on soit encore dans une phase de sortie de crise.

La coordination nationale étudiante exige ainsi le retrait global des réformes et demande aux étudiants de cesser les cours et de manifester massivement jeudi. Une autre journée de mobilisation est prévue le 10 mars.

Selon Le Canard Enchaîné, paru mercredi, [Nicolas Sarkozy](#) lui-même critique le projet de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, et lui demande de "se coucher" pour en finir avec les manifestations.

"Je ne veux plus voir les enseignants, les chercheurs et les étudiants dans la rue ! Fini le projet de décret. Fini aussi la suppression des IUFM. Vous me réglez ça. Vous vous couchez () De toute façon, ce n'étaient que des projets de merde", aurait-il déclaré.

Le Premier ministre, [François Fillon](#), a cherché à désamorcer la fronde en annonçant la semaine dernière le gel des suppressions d'emplois en 2010 et 2011 et la réécriture complète du décret à l'origine de la contestation.

Valérie Pécresse a réussi sur ce dernier point à obtenir des avancées en négociant une nouvelle version du texte contesté - les enseignants-chercheurs veulent que le nouveau texte garantisse leur indépendance - avec quatre syndicats.

"CRISE GLOBALE"

Toutefois, les participants se sont entendus sur deux points mais n'ont pu se mettre d'accord sur la question de la promotion des enseignants-chercheurs. Une nouvelle réunion de travail est prévue vendredi.

Dans un communiqué, le syndicat Autonomesup dément qu'un accord ait été trouvé et doute que les négociations puissent aboutir "si le ministère persiste dans son attitude."

En outre, le principal syndicat de l'enseignement supérieur, le Snesup, a refusé de s'asseoir à la table des négociations.

Il estime que les discussions sur le statut des enseignants-chercheurs ne permettent pas de "trouver une solution à la crise globale des universités" et appelle à "l'intensification" des actions.

"S'il est amené à des concessions, le pouvoir public les souhaite a minima et espère la fragilisation des forces", déclare-t-il dans un communiqué.

Quatre syndicats enseignants du premier et du second degré, dont le Snes et le Snuipp, appellent également les enseignants à rester mobilisés.

Les annonces de Valérie Pécresse "ne satisfont pas les étudiants mobilisés", écrit pour sa part la Coordination nationale étudiante qui exige le retrait total non seulement du décret contesté mais des réformes de l'université.

Tout en saluant les avancées sur une nouvelle écriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, les présidents d'université ont estimé que les autres dossiers devaient "recevoir des réponses rapides."

Edité par Sophie Louet

[Envoyer](#) [Partager](#) [Imprimer](#)

